

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4139

[2003/201612]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.897/4 du Conseil d'Etat donné le 10 mars 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du Règlement général pour la protection du travail applicables, les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C (catégorie C) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres visés par la rubrique 63.12.09.03.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1^o Liquides combustibles : liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100°C;

2^o Réservoir fixe : tout récipient fermé qui ne doit pas être déplacé pour recevoir sa charge de liquide ou pour être utilisé;

3^o Réservoir aérien : réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée;

4^o Réservoir enterré : réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante;

5^o Tuyauterie enterrée : tuyauterie qui se trouve totalement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante;

6^o Dépôt : un stockage constitué par un ou plusieurs réservoirs fixes contenant des liquides combustibles, y compris leurs tuyauteries;

7^o Capacité du dépôt : la capacité totale en litres d'eau des réservoirs mis en dépôt.

8^o Fosse étanche : construction souterraine, limitée par un plancher, des murs et un toit en maçonnerie ou en béton, où sont placés les réservoirs. Ces parois sont imperméables aux liquides combustibles;

9^o Encuvement : aire étanche continue disposée en forme de cuvette dont la structure est construite en matériaux incombustibles et qui présente une résistance mécanique et une inertie chimique aux liquides combustibles;

10^o Bac de rétention : récipient étanche faisant corps avec le réservoir et présentant une capacité égale ou supérieure à la moitié de la capacité du réservoir;

11^o Imperméable : ayant un coefficient dynamique de perméabilité vis-à-vis des hydrocarbures inférieur à $2 \cdot 10^{-9}$ cm/s, ou un coefficient d'absorption statique d'eau total (NBN B 15-215) inférieur à 7, 5 %. Ces valeurs sont attestées par un expert compétent;

12^o Point d'éclair : température en vase fermé déterminée par la norme belge NBN T 52-110;

13^o Immeuble : un bâtiment, situé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'exploitation destiné à être occupé de manière temporaire ou de manière permanente par le public ou des tiers;

14^o Résistance au feu : caractéristique d'un bâtiment qui présente une résistance au feu suivant la norme NBN-713-020 (Rf x heures);

15^o Matériau incombustible : matériau qui au cours d'un essai normalisé durant lequel il est exposé à un échauffement extérieur ne révèle aucune manifestation extérieure indiquant un dégagement notable de chaleur;

16^o Technicien agréé : technicien chargé de vérifier l'étanchéité des réservoirs et tuyauteries conformément à la législation en vigueur;

17^o Expert compétent : une personne ou un service technique accrédité suivant la norme 45004 ou expert agréé en « Installation de stockage »;

18^o Etablissement existant : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction**Section 1^{re}. — Les réservoirs*

Art. 3. § 1^{er}. Chaque réservoir est transporté, mis en place et raccordé par un expert compétent conformément aux prescriptions de la norme qui lui est applicable.

§ 2. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 4. La stabilité et la fixation des réservoirs sont assurées en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent provoquer leur renversement ou leur rupture.

Art. 5. Tout réservoir est équipé d'un dispositif antidébordement - sifflet signalant, de façon audible au niveau du camion ravitailleur, que le réservoir est rempli à 95 % de sa capacité maximale, ou sonde électronique permettant un arrêt automatique du remplissage lorsque le réservoir est rempli à 98 % de sa capacité maximale.

Art. 6. Les réservoirs double paroi sont équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent équipé d'un système d'alarme visuel et sonore en cas de perte d'étanchéité d'une des parois ou toute autre technique équivalente.

Section 2. — Les tuyauteries

Art. 7. Tous les accessoires tels que tuyauteries, vannes et pompes sont situées à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.

Art. 8. Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries et empêcher la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux liquides combustibles, disposées à environ 0,30 m en dessous du niveau du sol. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.

Art. 9. Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

Art. 10. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre à une hauteur minimale de 1 mètre au dessus du niveau du sol. Cet évent est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet.

CHAPITRE III. — *Exploitation**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 11. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

- 1° le numéro et l'année de construction;
- 2° le produit que contient le réservoir;
- 3° le volume du réservoir exprimé en litres;
- 4° la date de l'épreuve d'étanchéité et sa validité.

Art. 12. Le soutirage s'effectue par le haut du réservoir.

Dans le cas où le soutirage se fait par gravité, un système de fermeture manuel est placé sur la tuyauterie à proximité de son intersection avec le réservoir.

Art. 13. § 1^{er}. Le jaugeage s'effectue par la partie supérieure des réservoirs.

§ 2. Si l'opération se fait par latte de jaugeage, celle-ci est en métal.

L'extrémité du tube plongeur de la jauge est munie d'un élément robuste mais souple en caoutchouc de nitrile, ou matériau analogue, destiné à prévenir toute dégradation de la paroi intérieure, suite à l'enfoncement ou à la chute du plongeur dans le réservoir.

§ 3. Si l'opération se fait par jaugeage permanent, elle s'effectue au moyen d'une jauge pneumatique, d'une jauge à flotteur, d'une jauge électronique avec cadran indicateur ou tout autre système équivalent. Chacun de ces dispositifs est gradué en litres ou dispose d'une table de conversion.

Section 2. — Remplissage

Art. 14. Il est interdit de remplir un récipient avec d'autres liquides que ceux pour lesquels il a été conçu, à moins qu'un examen ne prouve qu'il convient à cet effet. Cet examen est réalisé par un expert compétent.

Section 3. — Défaut d'étanchéité

Art. 15. Lorsqu'une fuite est constatée à un réservoir :

- 1° Le réservoir concerné est mis hors service et vidé le plus rapidement possible;
- 2° Le déclarant prend les mesures nécessaires afin de limiter la pollution du sol et du sous-sol;
- 3° Si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi un test d'étanchéité par un technicien agréé.

CHAPITRE IV. — *Eau*

Art. 16. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus ne peuvent, en aucun cas, être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface.

Art. 17. Les rejets d'eaux usées en eaux souterraines sont interdits.

Chapitre V. — *Déchets*

Art. 18. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, le déclarant en avertit immédiatement l'autorité compétente. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec l'Office wallon des déchets et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, le déclarant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

CHAPITRE VI. — *Contrôle et surveillance*

Art. 19. Avant la mise en service, un test d'étanchéité est effectué sur l'ensemble de l'installation par un technicien agréé. Une plaquette verte conforme à la législation en vigueur est fixée sur la conduite de remplissage si l'installation est réputée étanche.

Art. 20. Le déclarant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la fiche d'identité de chaque réservoir reprenant :

- 1° le nom et/ou la marque du constructeur;
- 2° le numéro et l'année de construction;
- 3° la capacité en litres;
- 4° le certificat d'étanchéité d'usine du réservoir;
- 5° la nature et le type de réservoir;
- 6° le certificat de conformité du réservoir vis-à-vis d'une norme définie aux articles 3 et 34;
- 7° la date de placement du réservoir;
- 8° le certificat attestant de la mise en place du réservoir et de son raccordement conformément aux présentes prescriptions délivré par un expert compétent;
- 9° le certificat d'étanchéité de l'ensemble de l'installation avant mise en service délivré par un technicien agréé;
- 10° le certificat d'étanchéité périodique de l'ensemble de l'installation délivré par un technicien agréé.

TITRE II. — *Les réservoirs aériens*CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*Section 1^{re}. — *Implantation*

Art. 21. Tout local destiné au stockage des hydrocarbures répond aux prescriptions techniques du Service d'incendie territorialement compétent.

Section 2. — *Construction*

Art. 22. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN I.03.001 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple paroi, NBN I.03.004 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier double paroi et NBN I.03.002 pour le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision ou à toute autre norme européenne équivalente.

Art. 23. Les réservoirs en polyéthylène répondent à une norme de construction reconnue dans un pays de la communauté européenne.

Art. 24. § 1^{er}. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme EN 12.285-1. Tout autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée.

§ 2. Les réservoirs en polyéthylène placés à l'air libre possèdent une bonne stabilité aux rayonnements ultraviolets ou sont placés à l'abri de ceux-ci.

Art. 25. § 1^{er}. Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides combustibles. Cet espace de retenue est maintenu libre, et a une capacité égale ou supérieure à :

- 1° Réservoirs à l'air libre :
 - a) la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
 - b) la capacité du plus grand réservoir, augmenté de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans l'encuvement.

2° Réservoirs en cave ou dans un local : la somme des capacités des réservoirs qui y sont placés.

§ 2. Les réservoirs visés à l'article 6 ne sont pas obligatoirement placés dans un encuvement.

Art. 26. Les tubes de niveau en verre ou en plastique, placés à l'extérieur du réservoir, sont interdits.

CHAPITRE II. — *Exploitation**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 27. Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel du réservoir aérien.

Art. 28. Si les réservoirs aériens se trouvent sous les lignes électriques aériennes, toutes les dispositions adéquates sont prises pour éviter tout contact accidentel des câbles avec ces réservoirs.

Art. 29. L'exploitant maintient en bon état l'encuvement des réservoirs aériens. Il contrôle régulièrement son étanchéité.

Art. 30. Les mesures nécessaires sont prises pour évacuer régulièrement les eaux de pluie pouvant s'accumuler dans l'encuvement tout en préservant son étanchéité.

Art. 31. L'exploitant entretient le réservoir métallique contre la corrosion par l'application d'un enduit protecteur.

Section 2. — Défaut d'étanchéité

Art. 32. Complémentairement à l'article 15, si le réservoir n'est pas réparé, il est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé.

Section 3. — Mise hors service définitive

Art. 33. Le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

CHAPITRE III. — *Contrôle et surveillance*

Art. 34. Tout les dix ans les réservoirs aériens et leurs tuyauteries sont soumis à une vérification visuelle par un technicien agréé. Les réservoirs non accessibles et les tuyauteries enterrées sont soumis à un test d'étanchéité, à même périodicité, conformément à la législation en vigueur.

Art. 35. Une plaquette de couleur indiquant le résultat du test est fixée sur la conduite de remplissage conformément à la législation en vigueur.

TITRE III. — *Les réservoirs enterrés*CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 36. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction EN 12.285-1 des réservoirs horizontaux cylindriques en acier simple et double paroi fabriqués en atelier pour le stockage enterré de liquides inflammables et non inflammables polluant l'eau ou à leur dernière révision.

Art. 37. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermodurcissables renforcés sont conformes à la NBN EN 976-1 pour la construction et NBN EN 976-2 pour le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision.

Art. 38. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion, par un revêtement conforme à la norme EN 12.285-1.

Art. 39. Les réservoirs simple paroi sont soit directement enfouis dans le sol ou placés dans une fosse imperméable aux liquides susceptibles d'être recueillis.

Si la fosse est accessible, un espace d'au moins 50 cm est laissé autour du réservoir avec un espace de 20 cm entre le radier et la génératrice inférieure du réservoir.

Si la fosse est remblayée, le matériau utilisé est inerte, il ne peut contenir des cendres, des briques ou tout autre matériau susceptible d'endommager le revêtement.

Si le réservoir est non accessible, il est muni d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité avec système d'alarme visuel et/ou sonore.

Art. 40. Des dispositions sont prises pour que les réservoirs soient protégés contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules ou aux dépôts de charges au-dessus de ceux-ci.

CHAPITRE II. — *Exploitation**Section 1^{re}. — Défaut d'étanchéité*

Art. 41. Complémentairement à l'article 15, s'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent après avoir été préalablement vidé, dégazé et nettoyé.

Section 2. — Mise hors service définitive

Art. 42. Le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent.

CHAPITRE III. — *Contrôle - Surveillance*

Art. 43. Les réservoirs enfouis à simple paroi ou placés dans une fosse remblayée sont soumis à une épreuve d'étanchéité suivant la législation en vigueur en respectant les périodicités suivantes :

1° tous les dix ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à vingt ans;

2° tous les cinq ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt et un ans à trente ans;

3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité tous les dix ans.

La périodicité visée aux alinéas 1^{er} et 2, se calcule à partir de la date d'acquisition du réservoir ou de celle du dernier contrôle effectué.

L'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 bar, ne peut pas être effectuée pour les réservoirs placés dans des sols, sauf si les réservoirs ont été préalablement vidés, nettoyés et dégazés de toute matière inflammable. Le certificat de dégazage est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 44. Les épreuves d'étanchéité visées à l'article 43 sont effectuées par des techniciens agréés conformément à la législation en vigueur.

Art. 45. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

1° le certificat de dégazage;

2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;

3° le certificat d'évacuation du réservoir ou le certificat d'inertage comportant le type de matériau utilisé et la quantité mise en œuvre.

TITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 46. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa premier :

1° l'article 5 s'applique aux réservoirs existants à dater du 1^{er} janvier 2005;

2° les conditions d'espacements normalisés, espacements minimaux à laisser entre un réservoir d'une part, et d'autres réservoirs et les parois qui l'entourent d'autre part, mentionnés à l'article 25 ou dans les normes visées aux articles 22, 23, 36 et 37 ne sont pas applicables aux établissements existants.

Cette dérogation est maintenue lors du remplacement d'un réservoir d'un établissement existant;

3° les prescriptions figurant dans les normes de construction et les articles 8 et 9 ne s'appliquent pas aux établissements existants ayant fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité conformément à la législation en vigueur et ayant placé un système antidébordement conformément à l'article 5;

4° les réservoirs aériens existants subissent un test conformément à l'article 34 avant le 1^{er} janvier 2005;

5° les réservoirs parallélépipédiques enterrés sont enlevés ou inertés pour le 1^{er} janvier 2005 conformément aux prescriptions en vigueur;

6° pour les demandes de renouvellement des réservoirs enterrés existants, le déclarant est dispensé du respect de l'article 38.

Art. 47. Toute demande de permis d'environnement relative à un établissement visé par les présentes conditions intégrales introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et n'ayant pas fait l'objet d'une décision de l'autorité compétente vaut formulaire de déclaration au sens de l'article 67 de l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 49. Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur le 17 juillet 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4139

[2003/201612]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 10. März 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.897/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind anwendbar auf die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt über 55°C und unter oder gleich 100°C (Kategorie C) in ortsfesten Behältern mit einem Fassungsvermögen über oder gleich 3 000 Litern und unter 25 000 Litern im Sinne der Rubrik 63.12.09.03.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Abschnitt 2 — Begriffsbestimmungen

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter:

1° Brennbare Flüssigkeiten: Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt über 55°C und unter oder gleich 100°C;

2° Ortsfester Behälter: jeder geschlossene Behälter, der nicht bewegt werden muss, damit er befüllt oder genutzt werden kann;

3° Freiluftbehälter: Behälter, der entweder unter freiem Himmel, oder in einem oberirdisch oder unterirdisch angelegten Raum, oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube aufgestellt werden kann;

4° Eingegrabener Behälter: Behälter, der sich vollständig oder teilweise unter der Erdoberfläche befindet und deren Wände direkt mit dem Erdreich in Kontakt sind;

5° Eingegrabene Leitungen: Leitungen, die sich vollständig unter der Erdoberfläche befinden und deren Wände direkt mit dem Erdreich in Kontakt sind;

6° Lager: eine Lagerung eines oder mehrerer ortsfester Behälter, die brennbare Flüssigkeiten beinhalten, einschließlich ihrer Leitungen;

7° Fassungsvermögen des Lagers: das Gesamtfassungsvermögen in Litern Wasser der Behälter, die das Lager bilden;

8° Dichte Grube: unterirdisches, durch einen Boden, Mauern und ein Dach aus Mauerwerk oder Beton begrenztes Bauwerk, in dem sich die Behälter befinden. Diese Wände sind für die brennbaren Flüssigkeiten undurchlässig;

9° Schutzwanne: undurchlässige ununterbrochene Fläche, die die Form einer Wanne besitzt und deren Struktur aus unbrennbarem Material besteht und eine ausreichende mechanische und chemische Widerstandsfähigkeit gegen brennbare Flüssigkeiten aufweist;

10° Auffangbecken: undurchlässiger Behälter, der mit dem Behälter eine Einheit bildet und ein Auffangvermögen besitzt, das mindestens der Hälfte des Auffangvermögens des Behälters entspricht;

11° Undurchlässig: mit einem dynamischen Durchlässigkeitskoeffizienten bezüglich der Kohlenwasserstoffe unter 2.10^{-9} cm/s oder einem totalen statischen Absorptionskoeffizienten für Wasser (NBN B 15-215) unter 7,5%. Diese Werte werden durch einen fachkundigen Sachverständigen bescheinigt;

12° Flammpunkt: nach der belgischen Norm NBN T 52-110 festgelegte Temperatur in geschlossenem Tiegel;

13° Gebäude: ein innerhalb oder außerhalb des Betriebs gelegenes Gebäude, das dazu bestimmt ist, zeitweilig oder ständig durch die Öffentlichkeit oder Drittpersonen benutzt zu werden;

14° Feuerfestigkeit: Eigenschaft eines Gebäudes, das eine Feuerfestigkeit nach der Norm NBBN-713-020 (Ff x Stunden) aufweist;

15° Unbrennbares Material: Material, das im Laufe eines normalisierten Versuchs, während dessen es einer äußeren Wärmequelle ausgesetzt wurde, keine äußeren Zeichen einer merklichen Erwärmung zeigt;

16° Zugelassener Techniker: Techniker, dessen Aufgabe darin besteht, die Dichtheit der Behälter und der Leitungen gemäß der geltenden Gesetzgebung zu prüfen;

17° Fachkundiger Sachverständiger: eine gemäß der Norm 45004 akkreditierte Person oder eine technische Dienststelle oder ein auf dem Gebiet der «Lagereinrichtungen» anerkannter Sachverständiger;

18° Bestehender Betrieb: Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

*KAPITEL II — Standort und Bau**Abschnitt 1 — Behälter*

Art. 3 - § 1. Jeder Behälter wird von einem fachkundigen Sachverständigen gemäß den Vorschriften der auf den Behälter anwendbaren Norm transportiert, aufgestellt und angeschlossen.

§ 2. Die Behälter, mit Ausnahme der waagrecht aufgestellten zylindrischen Behälter, werden unter Beachtung der Regeln der guten fachlichen Praxis, deren Sicherheitsniveau wenigstens dem der vorerwähnten Normen entspricht, gebaut, transportiert, aufgestellt und angeschlossen.

Art. 4 - Die Stabilität und die Befestigung der Behälter ist unter allen Wetterbedingungen gesichert. Sie stehen auf einem Fundament, das ausreicht, um zu verhindern, dass übermäßige Spannungen oder ungleichmäßige Senkungen ein Umkippen oder einen Bruch verursachen.

Art. 5 - Jeder Behälter wird mit einer Vorrichtung ausgerüstet, die das Überlaufen verhindert - Signalpfeife, die am Tankwagen hörbar meldet, dass der Behälter zu 95% seines maximalen Fassungsvermögens gefüllt ist, oder elektronische Sonde, die den Füllvorgang automatisch beendet, wenn der Behälter zu 98% seines maximalen Fassungsvermögens gefüllt ist.

Art. 6 - Die doppelwandigen Behälter sind mit einer Vorrichtung zur permanenten Dichtheitsprüfung ausgestattet, die ein System, durch das sichtbar und hörbar Alarm ausgelöst wird, falls eine der Wände des Behälters nicht mehr dicht ist, oder ein gleichwertiges System umfasst.

Abschnitt 2 — Leitungen

Art. 7 - Alle Zubehörteile des Behälters wie die Leitungen, Ventile und Pumpen sind in Flucht mit den Auffangvorrichtungen angeschlossen und so angelegt, dass die bei einem Leck austretende Flüssigkeit durch die genannten Vorrichtungen aufgefangen wird.

Art. 8 - Um einem Auslaufen vorzubeugen und die Diffusion von Kohlenwasserstoffen im Boden zu verhindern, sind die Leitungen entweder doppelwandig, oder aber einwandig und in einer Rinne verlegt, die für brennbare Flüssigkeiten undurchlässig ist. Die Leitungen werden etwa 0,30 Meter unter der Erdoberfläche verlegt. Die Rinne weist durchgehend ein leichtes Gefälle hin zu einer leicht zugänglichen Auffangvorrichtung auf.

Es sind Vorkehrungen zu treffen, damit die Leitungen gegen Verformungen durch gegebenenfalls stattfindenden Fahrzeugverkehr geschützt sind.

Art. 9 - Unterirdische Metallleitungen sind anhand mindestens einer Rostschuttschicht und einer dichten und selbstklebenden Isolierbandumwicklung oder durch jegliches andere System mit einem gleichwertigen Rostschuttniveau einwandfrei gegen Rost zu schützen.

Art. 10 - Unbeschadet anderer Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen wird jeder Behälter an ein Belüftungsröhr angeschlossen, das in einer Höhe von wenigstens 1 Meter über dem Boden ins Freie mündet. Dieses Belüftungsröhr ist mit einer Vorrichtung ausgestattet, durch die verhindert wird, das Regen- und/oder Sickerwasser oder sonstige Gegenstände in das Röhr gelangen können.

KAPITEL III — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 11 - Jeder Behälter verfügt in der Nähe des Einfüllstutzens über ein gut sichtbares und gut lesbares Kennschild aus beständigem Material, das folgende Angaben umfasst:

- 1° die Herstellungsnummer und das Baujahr;
- 2° das Produkt, das sich in dem Behälter befindet;
- 3° das Fassungsvermögen in Litern;
- 4° das Datum der ggf. durchgeführten Dichtheitsprüfung und deren Gültigkeitsdauer.

Art. 12 - Die Entnahme wird am oberen Teil des Behälters durchgeführt.

Wird die Entnahme durch Schwerkraft durchgeführt, wird ein manuelles Verschlussystem auf der Leitung in der Nähe des Anschlussstücks mit dem Behälter angebracht.

Art. 13 - § 1. Das Peilen wird am oberen Teil der Behälter durchgeführt.

§ 2. Wird dieser Vorgang anhand einer Messlatte durchgeführt, so muss diese aus Metall sein.

Das Ende des Tauchrohrs des Messstabs ist mit einem widerstandsfähigen aber flexiblem Abschlussstück aus Nitrilkauschuk oder einem vergleichbaren Material ausgestattet, das dazu dient, jede Beschädigung der Innenwand durch ein Einschlagen oder einen Fall des Tauchrohrs in den Behälter zu vermeiden.

§ 3. Wird eine permanente Peilung durchgeführt, so geschieht dies anhand einer pneumatischen Pegels, eines Schwimmpegels, eines elektronischen Pegels mit einer Anzeigetafel oder einer gleichwertigen Vorrichtung. Jede diese Vorrichtungen weist eine Angabe in Litern auf oder umfasst eine Umrechnungstabelle.

Abschnitt 2 — Füllvorgang

Art. 14 - Es ist untersagt, die Behälter mit anderen Flüssigkeiten zu füllen, als jenen, für die sie vorgesehen sind, es sei denn, eine Prüfung hat gezeigt, dass sie sich zur Aufnahme der betreffenden Flüssigkeiten eignen. Diese Prüfung wird von einem fachkundigen Sachverständigen durchgeführt.

Abschnitt 3 — Dichtheitsmängel

Art. 15 - Wird ein Leck bei einem Behälter festgestellt:

- 1° Ist der betreffende Behälter unverzüglich außer Betrieb zu setzen und zu leeren;
- 2° Trifft der Meldepflichtige die erforderlichen Maßnahmen, um jeglicher Explosionsgefahr vorzubeugen und die Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds in Grenzen zu halten;
- 3° Wenn der Behälter repariert ist, darf er erst wieder in Betrieb genommen werden, nachdem er einer durch einen zugelassenen Techniker durchgeführte Dichtheitsprobe unterzogen worden ist.

KAPITEL IV — *Wasser*

Art. 16 - Im Falle eines unbeabsichtigten Abfließens dürfen sich die freigesetzten Flüssigkeiten in keinem Fall in die öffentliche Kanalisation, einen Wasserlauf oder irgendeine Vorrichtung zum Sammeln des Oberflächenwassers ergießen.

Art. 17 - Das Ableiten von Abwasser in das Grundwasser ist untersagt.

KAPITEL V — *Abfälle*

Art. 18 - § 1. Im Falle eines unbeabsichtigten Auslaufens in den Boden hat der Meldepflichtige unverzüglich die zuständige Behörde zu verständigen. Die Bestimmungen für das Abtragen und die Entfernung des verschmutzten Erdreiches werden in Übereinstimmung mit dem Wallonischen Amt für Abfälle und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgelegt.

§ 2. Ist es nicht möglich, das Erdreich unmittelbar zu entfernen, hat der Meldepflichtige dessen Lagerung zu gewährleisten, und zwar so, dass jedes Abfließen oder jedes Verdunsten der Schadstoffe verhindert wird. Diese Lagerung wird wettergeschützt durchgeführt.

KAPITEL VI — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 19 - Vor der Inbetriebnahme unterzieht ein zugelassener Techniker alle Bestandteile der Anlage einer Dichtheitsprüfung. Gemäß der geltenden Gesetzgebung wird eine grüne Plakette an der Einfüllleitung angebracht, wenn die Anlage als dicht gilt.

Art. 20 - Der Meldepflichtige hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Angaben eines jeden Behälters zur Verfügung. Diese Angaben umfassen:

- 1° Die Nummer und/oder die Marke des Herstellers;
- 2° die Nummer und das Baujahr;
- 3° das Fassungsvermögen in Litern;
- 4° die ab Werk ausgestellte Dichtheitsbescheinigung des Behälters;
- 5° die Art und der Typ des Behälters;
- 6° die Konformitätsbescheinigung unter Zugrundelegung einer der in den Artikeln 3 und 34 definierten Normen;
- 7° das Datum des Aufstellens des Behälters;
- 8° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Bescheinigung, dass der Behälter gemäß den vorliegenden Vorschriften aufgestellt und angeschlossen worden ist;
- 9° die Dichtheitsbescheinigung der gesamten Anlage, die von einem zugelassenen Techniker vor der Inbetriebnahme ausgestellt worden ist;
- 10° die von einem zugelassenen Techniker periodisch ausgestellte Dichtheitsbescheinigung für die gesamte Anlage.

TITEL II — Freiluftbehälter

KAPITEL I — Standort und Bau

Abschnitt 1 — Standort

Art. 21 - Jeder Raum, der zur Lagerung von Kohlenwasserstoffen dient, erfüllt die technischen Vorschriften des örtlichen zuständigen Feuerwehrdienstes.

Abschnitt 2 — Bau

Art. 22 - Die Metallbehälter entsprechen den Konstruktionsnormen NBN I 03-001 für waagrecht aufgestellte zylindrische Metallbehälter mit einfacher Wand, NBN I 03-004 für waagrecht aufgestellte zylindrische Metallbehälter mit Doppelwand und NBN I.03.002 für den Transport, die Handhabung, und die Einrichtung oder ihrer letzten Fassung oder jeglicher gleichwertigen europäischen Norm.

Art. 23 - Die Behälter aus Polyäthylen entsprechen einer in einem Land der Europäischen Gemeinschaft anerkannten Konstruktionsnorm.

Art. 24 - § 1. Die äußere Ummantelung aus Metall ist gemäß den Vorschriften der Norm EN 12.285-1 gegen Rost geschützt. Jeglicher Schutz, der ein vergleichbares Sicherheitsniveau aufweist, kann zugelassen werden.

§ 2. Die unter freiem Himmel aufgestellten Behälter aus Polyäthylen weisen eine gute Beständigkeit gegen UV-Strahlen auf oder sind vor diesen Strahlen geschützt aufgestellt.

Art. 25 - § 1. Die unter freiem Himmel, in einem Keller oder einem Raum aufgestellten Behälter mit einfacher Wand werden in einer Schutzwanne aufgestellt, die für brennbare Flüssigkeiten undurchlässig ist. Dieser Auffangraum wird frei gelassen und weist mindestens ein Fassungsvermögen auf, das:

1° bei unter freiem Himmel aufgestellten Behältern

a) der Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der darin aufgestellten Behälter entspricht;

b) dem Fassungsvermögen des größten der Behälter, zuzüglich 25% des gesamten Fassungsvermögens der anderen in der Schutzwanne aufgestellten Behälter entspricht.

2° bei in einem Keller oder einem Raum aufgestellten Behältern: der Summe des Fassungsvermögens der dort aufgestellten Behälter entspricht.

§ 2. Die in Artikel 6 angeführten Behälter müssen nicht in einer Schutzwanne aufgestellt werden.

Art. 26 - Die Inhaltsstandszeiger aus Glas oder Kunststoff, die am Behälteräußeren angebracht werden, sind untersagt.

KAPITEL II — Betrieb

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 27 - Alle erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um jeglichen Zusammenstoß mit dem Freiluftbehälter zu vermeiden.

Art. 28 - Falls sich die Freiluftbehälter unter oberirdisch verlegten Stromleitungen befinden, werden angemessene Vorkehrungen getroffen, um jegliche unbeabsichtigte Berührung der Kabel mit den Behältern zu vermeiden.

Art. 29 - Der Betreiber hält die Schutzwanne der Freiluftbehälter in gutem Zustand. Er überprüft sie regelmäßig auf ihre Dichtheit.

Art. 30 - Die erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um zu verhindern, dass sich die Schutzwanne mit Regenwasser füllt, wobei die Dichtheit der Schutzwanne zu gewährleisten ist.

Art. 31 - Der Betreiber schützt den Metallbehälter vor Rost durch das Anbringen eines Schutzbelags.

Abschnitt 2 — Dichtheitsmängel

Art. 32 - Ergänzend zu Artikel 15 wird ein Behälter, falls er nicht repariert wird, geleert, entgast, gereinigt und entfernt.

Abschnitt 3 — Endgültige Außerbetriebsetzung

Art. 33 - Der Behälter wird geleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

KAPITEL III — Kontrolle und Überwachung

Art. 34 - Alle zehn Jahre werden die Freiluftbehälter und ihre Leitungen einer durch einen zugelassenen Techniker durchgeführten Sichtkontrolle unterzogen. Die nicht zugänglichen Behälter und die eingegrabenen Leitungen werden gemäß der geltenden Gesetzgebung in den gleichen Zeitabständen einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Art. 35 - Eine Farbplakette, die das Ergebnis der Prüfung angibt, wird gemäß der geltenden Gesetzgebung an der Füllleitung angebracht.

TITEL III — Eingegrabene Behälter

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 36 - Die Metallbehälter erfüllen die Konstruktionsnormen EN 12.285-1 für waagrecht aufgestellte zylindrische Stahlbehälter mit einfacher oder doppelter Wand, die in Werkstätten hergestellt werden und zur unterirdischen Lagerung von entzündlichen und nicht entzündlichen Flüssigkeiten, die das Wasser verschmutzen können, dienen, oder deren letzter Fassung.

Art. 37 - Die waagrecht aufgestellten zylindrischen einwandigen Behälter aus verstärktem thermogehärteten Kunststoff entsprechen der Norm NBN EN 976-1 für den Bau und NBN EN 976-2 für den Transport, die Handhabung, und die Einrichtung, oder ihrer letzten Fassung.

Art. 38 - Die äußere Ummantelung aus Metall ist gemäß den Vorschriften der Norm EN 12.285-1 gegen Rost geschützt.

Art. 39 - Die Behälter mit einfacher Wand werden entweder direkt in das Erdreich vergraben, oder in einer Grube aufgestellt, die gegen die möglicherweise auslaufenden Flüssigkeiten undurchlässig ist.

Ist die Grube zugänglich, ist ein Freiraum von wenigstens 50 cm rund um den Behälter vorzusehen sowie ein Freiraum von 20 cm zwischen dem Grubenboden und der Unterkante des Behälters. Falls die Grube zugeschüttet wird, muss das dafür verwendete Material inert sein, es darf keine Asche, Ziegelsteine oder andere Stoffe enthalten, die den Belag des Behälters beschädigen könnten.

Ist der Behälter nicht zugänglich, so ist er mit einer Vorrichtung zur Kontrolle der Dichtheit, einschließlich einer sichtbaren und/oder hörbaren Alarmanlage auszustatten.

Art. 40 - Es sind Vorkehrungen zu treffen, damit die Behälter gegen Verformungen durch den Fahrzeugverkehr oder durch die Lagerung von Lasten über den Behältern geschützt sind.

KAPITEL II — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Dichtheitsmängel

Art. 41 - Ergänzend zu Artikel 15 wird ein Behälter, falls er nicht entfernt werden kann, mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt, nachdem er vorher geleert, entgast und gereinigt wurde.

Abschnitt 2 — Endgültige Außerbetriebsetzung

Art. 42 - Der Behälter wird geleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

Ist es nicht möglich, den Behälter zu entfernen, so wird dieser mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt.

KAPITEL III — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 43 - Die eingegrabenen einwandigen Behälter oder in einer zugeschütteten Grube aufgestellten Behälter mit einfacher Wand werden gemäß der geltenden Gesetzgebung in folgenden Zeitabständen einer Dichtheitsprüfung unterzogen:

1° alle zehn Jahre für die Behälter, die vor zehn bis zwanzig Jahren angeschafft wurden;

2° alle fünf Jahre für die Behälter, die vor einundzwanzig bis dreißig Jahren angeschafft wurden;

3° alle drei Jahre für die Behälter, die älter als dreißig Jahre sind, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann.

Die Leitungen zu diesen Behältern werden ebenfalls in den gleichen Zeitabständen einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die Behälter mit doppelter Wand und deren Leitungen werden ebenfalls alle zehn Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die in den Absätzen 1 und 2 angeführten Zeitabstände wird ab dem Datum der Anschaffung des Behälters oder ab dem Datum der letzten durchgeführten Kontrolle berechnet.

Die anhand einer Flüssigkeit unter einem Druck von 1 Bar durchgeführte Dichtheitsprüfung kann für die unterirdisch angelegten Behälter nicht durchgeführt werden, es sei denn diese Behälter sind vorab von jedem entzündlichen Stoff geleert, gereinigt und entgast worden. Die Entgasungsbescheinigung wird zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gehalten.

Art. 44 - Die in Artikel 43 angeführten Dichtheitsprüfungen werden gemäß der geltenden Gesetzgebung von zugelassenen Technikern durchgeführt.

Art. 45 - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten alle Dokumente zur Verfügung, die bescheinigen, dass der Behälter außer Betrieb gesetzt worden ist, d.h.:

1° die Entgasungsbescheinigung;

2° die Bescheinigung darüber, dass die Reinigungsrückstände beseitigt wurden;

3° die Bescheinigung darüber, dass der Behälter entfernt wurde oder die Inertisierungsbescheinigung, die die Art des verwendeten Stoffes und die Menge angibt.

TITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 46 - Der vorliegende Erlass ist auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von dem ersten Absatz:

1° ist Artikel 5 ab dem 1. Januar 2005 auf die bestehenden Behälter anwendbar;

2° sind die in Artikel 25 oder in den Normen, die in den Artikeln 22, 23, 36 und 37 angeführt werden, erwähnten Bedingungen für die normalisierten Abstände, die Mindestabstände, die zwischen einem Behälter einerseits und anderen Behältern und den Wänden, die ihn umgeben, andererseits zu beachten sind, auf die bestehenden Betriebe nicht anwendbar.

Diese abweichende Bestimmung wird aufrecht erhalten, falls ein Behälter in einem bestehenden Betrieb ersetzt wird;

3° sind die in den Konstruktionsnormen und den Artikeln 8 und 9 angeführten Vorschriften nicht anwendbar auf die bestehenden Betriebe, die gemäß der geltenden Gesetzgebung einer Dichtheitsprüfung unterzogen worden sind und in denen gemäß Artikel 5 eine Vorrichtung angebracht wurde, die ein Überlaufen verhindert;

4° werden die bestehenden Freiluftbehälter vor dem 1. Januar 2005 einem Test gemäß Artikel 34 unterzogen;

5° die eingegrabenen parallelepipedischen Behälter werden gemäß den geltenden Vorschriften vor dem 1. Januar 2005 entfernt oder mit inerten Stoffen gefüllt;

6° wird der Betreiber für die bestehende eingegrabene Behälter betreffenden Erneuerungsanträge von der Beachtung des Artikels 38 befreit.

Art. 47 - Jeder Antrag auf eine Umweltgenehmigung für einen Betrieb, auf den die vorliegenden gesamten Bedingungen anwendbar sind, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist und der nicht Gegenstand eines Beschlusses der zuständigen Behörde war, gilt als ein Erklärungsformular im Sinne von Artikel 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Art. 48 - Der vorliegende Erlass tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 49 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4139

[2003/201612]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinstations

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 34.897/4 van de Raad van State gegeven op 10 maart 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsbepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, zijn deze integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en dat hoogstens gelijk is aan 100 °C (categorie C) en met een opslagcapaciteit die minstens gelijk is aan 3 000 liter en lager dan 25 000 liter die bedoeld zijn in rubriek 63.12.09.03.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Afdeling 2. — Begripsbepalingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

- 1^o Brandbare vloeistoffen : vloeistoffen met een vlampunt dat hoger is dan 55 °C en hoogstens gelijk aan 100 °C;
- 2^o Vaste tank : elke gesloten tank die niet hoeft te worden verplaatst om zijn lading van vloeistof op te vangen of om te worden gebruikt;
- 3^o Bovengrondse tank : tank die hetzij in de open lucht wordt geplaatst, hetzij in een al dan niet ondergronds lokaal, hetzij in een niet-opgevulde put;
- 4^o Ondergrondse tank : tank die geheel of gedeeltelijk boven de grond ligt en waarvan de wanden de omliggende aarde rechtstreeks aanraken;
- 5^o Ondergrondse buizen : buizen die volledig onder de grond liggen en waarvan de wanden de omliggende aarde rechtstreeks aanraken;
- 6^o Opslag : een opslag die bestaat uit één of meerdere vaste tanks met brandbare vloeistoffen, met inbegrip van hun buizen;
- 7^o Opslagcapaciteit : de totale capaciteit in liter water van de opgeslagen tanks;
- 8^o Waterdichte put : ondergrondse bouw, begrensd door een vloer, muren en een dak van metselwerk of beton, waar de tanks worden geplaatst. Die wanden zijn waterdicht voor brandbare vloeistoffen;
- 9^o Inkuiping : continue waterdichte plek die de vorm van een kom aanneemt en met een mechanische weerstand en een chemische inertie tegen brandbare vloeistoffen;
- 10^o Retentiekom : waterdichte recipiënt die een geheel vormt met de tank en met een capaciteit die minstens gelijk is aan de capaciteit van de tank;
- 11^o Waterdicht : met een dynamische permeabiliteitscoëfficiënt t.a.v. de koolwaterstoffen die lager is dan $2 \cdot 10^{-9}$ cm/s, of een totale statische waterabsorptiecoëfficiënt (NBN B 15-215) die lager is dan 7,5 %. Die waarden worden bevestigd door een bevoegde deskundige;
- 12^o Vlampunt : temperatuur in een gesloten testvat vastgelegd door de Belgische norm NBN T 52-110;
- 13^o Gebouw : een gebouw, gelegen binnen of buiten het bedrijf, bestemd om tijdelijk of permanent te worden bewoond door het publiek of derden;
- 14^o Weerstand tegen vuur : kenmerk van een gebouw met een weerstand tegen vuur volgens de norm NBN-713-020 (Wv x uur);
- 15^o Onbrandbaar materiaal : materiaal dat bij een genormaliseerde proef waar het blootgesteld wordt aan een buitenverwarming, geen buitenevenement vertoont dat wijst op een aanzienlijke warmteafgifte;

16° Erkende technicus : technicus belast met de controle op de waterdichtheid van de tanks en buizen overeenkomstig de vigerende wetgeving;

17° Bekwame deskundige : een persoon of een dienst die geaccrediteerd is volgens de norm 45004 of een deskundige die erkend is in « Opslaginstallatie »;

18° Bestaande instelling : de instellingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt wordt door een vergunning afgegeven ten gevolge van een aanvraag ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of ten gevolge van de vergunningsaanvragen ingediend tussen de inwerkingtreding van voornoemd decreet en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Afdeling 1. — Tanken

Art. 3. § 1. Elke tank wordt vervoerd, aangebracht en verbonden door een bekwame deskundige overeenkomstig de voorschriften van de norm die daarop toepasselijk is.

§ 2. Andere tanks als horizontale cilinders worden gebouwd, vervoerd, aangebracht en verbonden volgens regels van goede praktijk met een veiligheidsniveau dat gelijk is aan voornoemde normen.

Art. 4. De stabiliteit en de vastmaking van de tanks wordt verzekerd in alle weersomstandigheden. Ze steunen op een zodanige onderbouw dat buitengewone spanningen of ongelijke verzakkingen geen omverwerping of breuk kunnen veroorzaken.

Art. 5. Elke tank is uitgerust met een overloopbeveiliging - een fluit die een hoorbaar signaal voortbrengt wanneer de tank gevuld is op 95 % van zijn capaciteit, of een elektronische sonde waarbij het vullen automatisch wordt stopgezet als de tank gevuld wordt op 98 % van zijn maximale capaciteit.

Art. 6. Tanks met een dubbele wand zijn uitgerust met een systeem voor dichtheidscontrole voorzien van een visuele en geluidsalarminstallatie bij gebrek aan waterdichtheid van één van de wanden, of van elke andere gelijkwaardige techniek.

Afdeling 2. — Buizen

Art. 7. Alle toebehoren zoals buizen, afsluiters en pompen liggen in één vlak met de opvanginstallaties en worden op zodanige wijze ingericht dat elke lekkage opgevangen wordt door genoemde installaties.

Art. 8. Teneinde een eventuele lekkage van buizen tegen te houden en om de verspreiding van koolwaterstoffen in de grond te voorkomen, zijn die buizen hetzij voorzien van een dubbele wand, hetzij van één enkele wand, geplaatst in een goot die waterdicht is tegen brandbare vloeistoffen en ingegraven ongeveer 0,30 m beneden de grond. Die goot vertoont een lichte continue helling naar een vlot toegankelijke opvanginstallatie.

Maatregelen worden genomen voor de bescherming van die buizen tegen eventuele misvormingen veroorzaakt door de eventuele doorgang van voertuigen.

Art. 9. Alle metalen buizen worden behoorlijk beschermd tegen corrosie door minstens een anticorrosieverflaag en een bekleding van bijzondere waterdichte en zelfklevende isolatieband of door elke andere gelijkwaardige beschermingsinstallatie.

Art. 10. Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen, wordt elke tank verbonden met ontluchtingsbuizen die in de open lucht uitmonden op een minimale hoogte van 1 meter boven de grond. Die buizen zijn voorzien van een systeem dat regen- en/of oppervlaktewater alsook elk voorwerp tegenhoudt.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 11. Elke tank, dichtbij zijn vullingsopening, is uitgerust met een roestvrije identificatieplaat, zichtbaar en duidelijk leesbaar, waar de volgende gegevens staan vermeld :

- 1° het nummer en het jaar van de bouw;
- 2° het product dat de tank bevat;
- 3° het in liter uitgedrukte volume van de tank;
- 4° de datum van de dichtheidstest alsook de geldigheid ervan.

Art. 12. De peiling gebeurt via de top van de tank. Als die verrichting gebeurt met zwaartekracht, wordt een sluitingssysteem met handbediening geplaatst dichtbij zijn snijpunt met de tank.

Art. 13. § 1. De inhoudsmeting gebeurt via de top van de tanks.

§ 2. Als die verrichting gebeurt d.m.v. een peilstok, is die van metaal.

De tip van de dompelbuis van de peilstok is voorzien van een stevig maar soepel element van nitrilrubber, of van een gelijkwaardig materiaal, bestemd om elke beschadiging van de binnenwand, als gevolg van het inbrengen of de val van de dompelbuis in de tank, te voorkomen.

§ 3. Indien de verrichting gebeurt d.m.v. een permanente peiling, wordt die uitgevoerd d.m.v. een pneumatisch peiltoestel, een peiltoestel met drijver, een elektronisch peiltoestel met een meetklok of elk ander gelijkwaardig systeem. Elk van die toestellen is gegradeerd in liter of is voorzien van een conversietabel.

Afdeling 2. — Vulling

Art. 14. Het is verboden een recipiënt te vullen met andere vloeistoffen als die waarvoor hij werd ontworpen, tenzij een onderzoek bewijst dat het daarbij gepast is. Dit onderzoek wordt uitgevoerd door een bekwame deskundige.

Afdeling 3. — Gebrek aan waterdichtheid

Art. 15. Wanneer een lekkage wordt vastgesteld in een tank :

- 1° wordt de betrokken tank buiten dienst gesteld en het snelst mogelijk gelegeed;
- 2° neemt de aangever de nodige maatregelen om de verontreiniging van de grond en de ondergrond te beperken;
- 3° Als de tank hersteld is, mag hij enkel in dienst worden gesteld na een dichtheidstest uitgevoerd door een erkende technicus.

HOOFDSTUK IV. — *Water*

Art. 16. Bij toevallige afvloeiing, mogen de verspreide vloeistoffen in geen geval worden gestort in een openbare riolering, een waterloop of een enige opvanginstallatie voor oppervlaktewater.

Art. 17. Het storten van afvalwater in grondwater is verboden.

HOOFDSTUK V. — *Afvalstoffen*

Art. 18. § 1. Bij toevallige afvloeiing in de ondergrond, stelt de aangever de bevoegde overheid onmiddellijk in kennis daarvan. De modaliteiten voor het weghalen en de verwijdering van de aldus verontreinigde aarde worden vastgelegd in overleg met de « Office wallon des déchets » (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) en met de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. Als die aarde niet onmiddellijk kan worden weggehaald, gaat de aangever over tot hun opslag in zodanige omstandigheden dat elke afvloeiing of verdamping van de verontreinigende stoffen wordt vermeden. Die opslag is beschermt tegen onweer.

HOOFDSTUK VI. — *Controle en toezicht*

Art. 19. Vóór de indienststelling, wordt een dichtheidstest uitgevoerd over het geheel van de installatie door een erkende technicus. Een groen plaatje, in overeenstemming met de vigerende wetgeving, wordt vastgemaakt op de vullingsleiding indien de installatie wordt geacht waterdicht te zijn.

Art. 20. De aangever stelt de identiteitsfiche van elke tank ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar; die fiche vermeldt :

- 1° de naam en/of het merk van de bouwer;
- 2° het nummer en het jaar van de bouw;
- 3° de capaciteit in liter;
- 4° het dichtheidsattest afgegeven door de fabriek;
- 5° het type tank en de aard daarvan;
- 6° de conformiteitsverklaring t.a.v. de norm bedoeld in de artikelen 3 en 34;
- 7° de datum van installatie van de tank;
- 8° het door een bekwame deskundige afgegeven attest waarbij de installatie en verbinding worden bewezen in overeenstemming te zijn met deze voorschriften;
- 9° het door een erkende technicus afgegeven dichtheidsattest vóór de indienststelling;
- 10° het door een erkende technicus afgegeven periodiek dichtheidsattest voor het geheel van de installatie.

TITEL II. — *Bovengrondse tanken*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw**Afdeling 1. — Vestiging*

Art. 21. Elk lokaal bestemd voor de opslag van koolwaterstoffen voldoet aan de technische voorwaarden van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Afdeling 2. — Bouw

Art. 22. De metalen tanks voldoen aan de bouwnormen NBN I.03.001 voor horizontale cilindrische stalen tanks met één enkele wand, NBN I.03.004 voor horizontale cilindrische tanken met een dubbele wand en NBN I.03.002 voor het vervoer, de behandeling en de installatie, of aan elke andere gelijkwaardige Europese norm of vertonen dezelfde kenmerken als bij hun laatste herziening.

Art. 23. De tanken in polyethyleen voldoen aan een bouwnorm erkend in een land van de Europese Gemeenschap.

Art. 24. § 1. Het metalen buitenomhulsel is beschermt tegen corrosie overeenkomstig de voorschriften van de norm EN 12.285-1. Elke andere beschutting met een gelijkwaardige weerstand kan worden aanvaard.

§ 2. De tanken in polyethyleen in de open lucht hebben een goede weerstand tegen ultraviolette straling of zijn daarentegen beschermt.

Art. 25. § 1. De tanks met één enkele wand geplaatst in de open lucht, in een kelder of in een lokaal worden geïnstalleerd in een inkuiping die waterdicht is tegen brandbare vloeistoffen. Die stuwruimte wordt vrij gehouden en heeft een capaciteit die minstens gelijk is aan :

1° Voor tanks in de open lucht :

a) de helft van de totale capaciteit van de tanks die ze bevat;

b) de capaciteit van de grootste tank, verhoogd met 25 % van de totale capaciteit van de andere tanks die de inkuiping bevat.

2° Voor tanken in een kelder of in een lokaal : de som van de capaciteit van de daar geplaatste tanks.

§ 2. De in artikel 6 bedoelde tanks worden niet verplicht geplaatst in een inkuiping.

Art. 26. De glazen of plastic peilbuizen, geplaatst buiten de tank, zijn verboden.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 27. Maatregelen worden getroffen om elke toevallige schok van de bovengrondse tank te vermijden.

Art. 28. Indien de bovengrondse tanken zich bevinden onder de bovengrondse elektrische lijnen, worden gepaste maatregelen getroffen om elk toevallig contact met kabels te vermijden.

Art. 29. De exploitant houdt de inkuiping van de bovengrondse tanks in goede staat. Hij controleert regelmatig de waterdichtheid ervan.

Art. 30. De noodzakelijke maatregelen worden getroffen om het regenwater regelmatig af te voeren dat de inkuiping kan binnendringen zonder de waterdichtheid ervan aan te tasten.

Art. 31. De exploitant onderhoudt de metalen tank tegen corrosie d.m.v. een beschermende laag.

Afdeling 2. — Gebrek aan waterdichtheid

Art. 32. Ter aanvulling van artikel 15, indien de tank niet hersteld is, wordt hij geleegd, ontgast, gereinigd en weggehaald.

Afdeling 3. — Definitieve buitendienststelling

Art. 33. De tank wordt geleegd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De buizen worden geleegd en gedemonteerd.

HOOFDSTUK III. — *Controle en bewaking*

Art. 34. Om de tien jaar, worden de bovengrondse tanken en hun buizen onderworpen aan een visuele verificatie door een erkende technicus. Niet-toegankelijke tanks en ondergrondse buizen worden onderworpen aan een dichtheidstest, met dezelfde periodiciteit, overeenkomstig de vigerende wetgeving.

Art. 35. Een gekleurd plaatje met het resultaat van de test wordt vastgemaakt op de vullingsleiding, overeenkomstig de vigerende wetgeving.

TITEL III. — *Ondergrondse tanken*

HOOFDSTUK I. — Vestiging en bouw

Art. 36. Metalen tanks voldoen aan de bouwnormen EN 12.285-1 voor de cilindrische horizontale stalen tanks met één enkele of een dubbele wand die in een werkplaats worden vervaardigd voor de ondergrondse opslag van brandbare en onbrandbare vloeistoffen en die het water verontreinigen, of vertonen dezelfde kenmerken als bij hun laatste herziening.

Art. 37. De cilindrische horizontale tanks met één enkele wand van versterkt thermoplastisch voldoen aan de norm NBN EN 976-1 voor hun bouw en NBN EN 976-2 voor het vervoer, de behandeling en de installatie, of vertonen dezelfde kenmerken als bij hun laatste herziening.

Art. 38. Het metalen buitenomhulsel is beschermd tegen corrosie d.m.v. een bekleding die voldoet aan de norm EN 12.285-1.

Art. 39. De tanks met één enkele wand worden hetzij rechtstreeks ingegraven in de grond, hetzij geplaatst in een kuil die waterdicht is voor de eventueel opgevangen vloeistoffen.

Indien de kuil toegankelijk is, moet er een ruimte van minstens 50 cm zijn rond de tank met een ruimte van 20 cm tussen de vloer en de onderste generator van de tank.

Indien de kuil aangeaard wordt, is het gebruikte materiaal inert, mag het geen assen, bakstenen of andere materialen bevatten die de bekleding kunnen beschadigen.

Indien de tank niet toegankelijk is, is het voorzien van een systeem voor dichtheidscontrole met een visuele en/of geluidsalarminstallatie.

Art. 40. Maatregelen worden getroffen voor de bescherming van tanks tegen misvormingen veroorzaakt door de eventuele doorgang van voertuigen of door het opslaan van vrachten daarboven.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Gebrek aan waterdichtheid*

Art. 41. Ter aanvulling van artikel 15, indien de tank niet kan worden weggehaald, wordt hij gevuld met zand of met een ander gelijkwaardig inert materiaal na legen, ontgassing en reiniging.

Afdeling 2. — Definitieve buitendienststelling

Art. 42. De tank wordt geleegd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De buizen worden geleegd en gedemonteerd.

Indien de tank niet kan worden weggehaald, wordt die gevuld met zand of een ander gelijkwaardig inert materiaal.

HOOFDSTUK III. — *Controle - Toezicht*

Art. 43. De ondergrondse tanks met één enkele wand of die geplaatst zijn in een aangeaarde kuil worden onderworpen aan een dichtheidstest volgens de vigerende wetgeving met inachtneming van de volgende periodiciteiten :

1° om de tien jaar voor tanks die tien à twintig jaar oud zijn;

2° om de vijf jaar voor tanks die eenentwintig à dertig jaar oud zijn;

3° om de drie jaar voor tanken van meer dan dertig jaar of waarvan de aanwervingsdatum niet kan worden vastgelegd.

De buizen van die tanks worden ook onderworpen aan een dichtheidstest met dezelfde periodiciteit.

Tanken met een dubbele wand en hun buizen worden ook onderworpen aan een dichtheidstest om de tien jaar.

De in de leden 1 en 2 bedoelde periodiciteit wordt berekend op grond van de verwervingsdatum van de tank of van die van de laatste controle.

De dichtheidstest uitgevoerd d.m.v. een vloeistof onder een druk van 1 bar, mag niet worden verricht voor ondergrondse tanks, behalve als die vooraf zijn geleegd, gereinigd en ontgast van elke brandbare stof. Het ontgassingsattest wordt ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 44. De in artikel 43 bedoelde dichtheidstesten worden uitgevoerd door erkende technici overeenkomstig de vigerende wetgeving.

Art. 45. De exploitant stelt ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar alle stukken die de buitendienststelling van een tank bewijzen, met name :

1° het ontgassingsattest;

2° het attest van verwijdering van de reinigingsafval;

3° het attest van verwijdering van de tank of het attest van inertage met het aangewende materiaal en de gebruikte hoeveelheid.

TITEL IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. Dit besluit is van toepassing op bestaande instellingen.

In afwijking van het eerste lid :

1° is artikel 5 van toepassing op bestaande tanken met ingang van 1 januari 2005;

2° zijn de voorwaarden voor de genormaliseerde tussenruimten, de minimale tussenruimten tussen een tank enerzijds, en andere tanken met de omringende wanden anderzijds, vermeld in artikel 25 of in de normen bedoeld in de artikelen 22, 23, 36 en 37, niet van toepassing op bestaande instellingen.

Deze afwijking wordt behouden bij de vervanging van een tank van een bestaande instelling;

3° zijn de voorschriften vermeld in de bouwnormen en in de artikelen 8 en 9 niet van toepassing op bestaande instellingen die werden onderworpen aan een dichtheidstest overeenkomstig de vigerende wetgeving en die voorzien zijn van een overloopbeveiliging overeenkomstig artikel 5;

4° worden de bestaande bovengrondse tanken onderworpen aan een test vóór 1 januari 2005 overeenkomstig artikel 34;

5° worden de ondergrondse parallelepipedische tanks weggehaald of geïnerteerd vóór 1 januari 2005 overeenkomstig de vigerende voorschriften;

6° wat betreft de hernieuwing van de vergunningsaanvragen voor bestaande ondergrondse tanks, wordt de aangever vrijgesteld van de inachtneming van artikel 38.

Art. 47. Elke aanvraag om milieuvergunning betreffende een instelling bedoeld in deze integrale voorwaarden, ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit en waarover geen beslissing van de bevoegde overheid werd genomen, geldt als aangifteformulier in de zin van artikel 67 van het besluit van 4 juli 1992 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 48. Dit besluit treedt in werking één maand nadat het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Art. 49. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET